

M. ZIABLITSEV Sergei

A NICE, le 25.04.2021

Un demandeur d'asile privé
tous les moyens de subsistance

Adresse : FORUM DES REFUGIES
111 BD. DE LA MADELEINE CS 91036
06004 NICE CEDEX
Tel. 06 95 99 53 29
bormentalsv@yandex.ru

Ma représentante :

Association «Contrôle public»
<http://www.controle-public.com>
controle.public.fr.rus@gmail.com

REFERE -PROVISION

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE NICE**

18 avenue des fleurs
CS 61039 06050 NICE Cedex 1
Téléphone : 06 09 58 05 30
Télécopie : 04 93 55 89 67

Dossier N°2101376/ 449748

Dossier N° 2102223/ 450761

**Demande de renvoi les affaires pour cause de suspicion légitime et
le statut de défendeur dans les affaires.**

Le 14.02.2021 j'ai déposé devant la Conseil d'Etat une requête visant à déterminer la compétence de la juridiction dans le cadre de l'action intentée contre les tribunaux et le préfet du département des Alpes-Maritimes. (Dossier de CE N° 449748)

Le 02.03.2021 j'ai envoyé devant la Conseil d'Etat une demande de provision réitérant la demande de récusation du tribunal administratif de Nice pour cause de suspicion légitime et de détermination du tribunal compétent dans l'autre région. (Dossier de CE N° 450761)

Le 09.03.2021 et le 12.04.2021 le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat M. C. Chantepy a statué deux décisions sur la compétence territoriale de mes demandes au tribunal administratif de Nice et ne s'est pas acquitté de l'obligation d'éliminer les conflits d'intérêts.

Le 24.04.2021 j'ai déposé devant la Conseil d'Etat ma requête de révision et de rectification desdites décisions.

Donc je l'envoie devant le tribunal administration de Nice et demande d'envoyer les dossiers № **2101376/ 449748** et № **2102223/ 450761** au président de la section du contentieux du Conseil d'Etat **sans délai** conformément aux règles de droit énoncées dans la demande de révision (annexes 1, 2)

Annexes :

1. Requête de révision et rectification
2. Annexes

M. Ziablitsev S.

